



# ALGERIA

## 47th Session of the Commission for Social Development "Social integration"

Vérifiez au prononcé

New York, le 5 février 2009

**Madame la Présidente,**

Ma délégation se réjouit de vous voir présider nos travaux.

Elle s'associe pleinement aux Déclarations prononcées par les honorables représentants de la Namibie au nom de l'Union Africaine et du Soudan au nom du Groupe des 77.

**Madame la Présidente,**

Voilà près de quatorze ans, lors du Sommet mondial pour le développement social tenu à Copenhague en 1995, l'intégration sociale a été décrite comme l'objectif visant à créer «une société pour tous», dans laquelle chaque individu, avec ses droits et ses responsabilités, a un rôle actif à jouer.

Depuis, des efforts ont certes été déployés par les Etats en faveur de l'intégration des groupes sociaux les plus vulnérables, et des politiques visant à lutter contre l'exclusion ont été menées dans plusieurs pays, mais la phase actuelle de la mondialisation exige davantage d'actions pour que le paradigme de l'intégration sociale adopté lors du Sommet mondial pour le développement social se concrétise.

Le Sommet de Copenhague avait déjà souligné la contradiction inacceptable entre l'enrichissement créé par les immenses opportunités ouvertes par la mondialisation et la persistance de la pauvreté.

Aujourd'hui, la mosaïque socioéconomique du monde montre que le fossé se creuse davantage entre les plus riches et les plus pauvres et cette mondialisation, censée ouvrir de nouveaux horizons à la coopération entre pays développés et pays en développement, n'a pas, dans l'ensemble, bénéficié aux pauvres.

En effet, au moment où les bienfaits et les sources de richesses créées par la mondialisation ont profité à un nombre restreint de pays, la majorité des autres ont subi

ses retombées négatives qui se sont reflétées, notamment, sur la pauvreté, l'emploi et les salaires et, par conséquent, sur la situation sociale de leurs citoyens.

L'impact combiné des crises économique, financière, alimentaire et énergétique que connaît le monde aujourd'hui ne fait qu'amplifier une situation d'exclusion déjà extrêmement inquiétante.

**Madame la Présidente,**

En Afrique, l'exclusion sociale est considérée comme une conséquence directe de la pauvreté aggravée par la persistance des conflits et de l'instabilité, du chômage et du sous emploi, des maladies et de l'insuffisance des services de santé et d'enseignement.

A cet égard, nous nous félicitons de la tenue de la première conférence de l'Union Africaine rassemblant les Ministres en charge du développement social tenue à Windhoek en Namibie en octobre dernier et de la position commune africaine sur l'intégration sociale qui y a été adoptée.

Mais si les efforts consentis par le continent africain sont à encourager, ils demeureront vains si les inégalités, qui non seulement persistent mais en plus s'aggravent, n'appellent pas une meilleure gouvernance mondiale et un partage plus juste des bénéfices de la croissance.

**Madame la Présidente,**

L'objectif de l'intégration sociale n'est pas de faire en sorte que les gens s'adaptent à la société, mais que la société accepte tous ses membres qui se voient reconnus les mêmes droits.

Pleinement conscient de cette réalité, et soucieux autant de justice sociale que du devoir de solidarité nationale qui sont consubstantiel à sa culture et à sa religion, l'Etat algérien a fait en sorte que le développement socioéconomique ait pour finalité la sauvegarde des acquis sociaux et la lutte contre les discriminations et les inégalités et, pour ce, déploie avec constance d'importants moyens et ressources en directions des catégories vulnérables telles les personnes handicapées et les personnes âgées.

La recherche de la cohésion sociale et le sens de la solidarité agissante à l'endroit de ces catégories sociales, continuent de guider les actions et orienter les efforts de mon pays pour que leur vie ne soit plus une éternelle lutte contre la marginalisation, mais bien une participation pleine et une contribution substantielle à la vie économique, sociale et politique.

**Je vous remercie.**